

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

INSTITUT JAQUES-DALCROZE

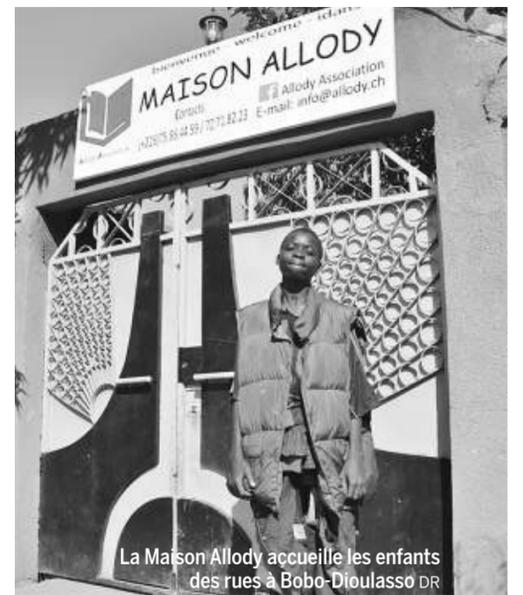
Un centenaire haut de gamme

12 L'Institut Jaques-Dalcroze célèbre cette année son centième anniversaire là où on ne l'attend pas. L'école de musique genevoise entame aujourd'hui les festivités par une exposition interactive au Flux Laboratory à Carouge, premier de sept événements clés.



MICHÈLE LECHEVALIER

5 BURKINA FASO
Un oubli
dans le tram
genevois
transformé
en **orphelinat**



La Maison Alloody accueille les enfants
des rues à Bobo-Dioulasso DR

NEUCHÂTEL

Les nouvelles recettes socialistes pour
les congés parental et paternel
6

POLITIQUE CULTURELLE

Lausanne promet un lifting pour les murs
et un soutien renforcé aux arts plastiques
7

INTERNATIONAL

Une alliance de circonstance
entre al-Qaïda et l'Etat islamique?
9

PUBLICITÉ

THÉÂTRE
DES MARIONNETTES
DE GENÈVE

BARTLEBY

Du 8 au 20 janvier 2015

La résistance violemment comique
d'un petit employé

tm
g

www.marionnettes.ch

éditorial
PHILIPPE BACH
LA BNS
JOUE-T-ELLE
AVEC LE
FEU?

2-3

La Banque nationale suisse (BNS) a pris tout le monde de court, hier, en annonçant abruptement l'abolition du taux plancher entre le franc suisse et l'euro. Depuis 2011, celui-ci était fixé à 1,2. Visiblement, la BNS a estimé que le dollar est devenu suffisamment solide (avis qui semble partagé par la Réserve fédérale étasunienne à qui les marchés prêtent l'intention de relever prochainement les taux directeurs) et que le risque de voir la monnaie suisse renchérir, car perçue comme une valeur refuge, est devenu acceptable. L'effet de surprise a été tel que la Bourse suisse a décroché et le Swiss Market Index perdu 8,7%!

Assez logiquement, à gauche, des critiques se sont fait entendre. La fin de cet interventionnisme risque de provoquer une appréciation du franc suisse par rapport à l'euro. Ce qui ralentira les exportations vers ses principaux marchés et pèsera négativement sur l'emploi.

Et on ne se fait aucune illusion sur un éventuel effet favorable aux consommateurs qui, logiquement, devraient payer moins cher les produits d'importation. Ces marges supplémentaires iront plus probablement dans la poche de quelques entreprises en situation dominante; les ménages n'auront que les miettes, vu la faiblesse des législations anti-monopoles.

Plus contradictoires, les cris d'orfraie des partis bourgeois et leurs larmes de crocodile. Le chef économique de l'UBS se dit «choqué». Même Christine Lagarde, patronne du FMI, tombe des nues. Jusqu'à Christoph Blocher – pourtant peu soupçonnable d'être gangrené par un étatisme rampant – qui annonce du sang et des larmes dans les colonnes du *TagesAnzeiger* du jour¹.

On constatera donc une nouvelle fois que ces pourfendeurs du rôle social de l'Etat aiment toutefois bien ce dernier lorsque celui-ci défend leurs intérêts bien particuliers. «La BNS doit recourir à tous les moyens, comme en état de guerre», avait affirmé en 2011 l'ancien conseiller fédéral lors de la mise en place de ce plancher.

Peut-être. Mais cela devrait impliquer que la transparence et le contrôle démocratique s'appliquent aussi à ce bras armé de l'Etat. Pour l'heure, en Suisse comme au niveau européen, on laisse ces acteurs clés de la puissance publique fonctionner en toute opacité, avec une autonomie quasi totale. Et pour qui le bien commun est une conception un peu nébuleuse, comme l'a montré la crise de l'euro. Ces institutions ont alors surtout servi à socialiser les milliards carbonisés par les banques et à imposer des politiques d'austérité qui jettent des pans entiers de la population dans la misère, par exemple en Grèce.

¹TagesAnzeiger du 16 janvier.